

de la répartition des chromosomes chez une personne ayant eu un ancêtre juif neuf générations auparavant, le biologiste raciale parvient au résultat suivant : «En pratique, on ne peut plus compter avec la présence d'un seul chromosome provenant d'un Juif au bout de trois générations. [...] De surcroît, l'hypothèse selon laquelle toutes les dispositions génétiques de l'ancêtre juif à la neuvième génération ascendante furent toutes allogènes n'est certainement pas exacte. Le nombre de dispositions génétiques spécifiquement juives est en tout état de cause beaucoup plus réduit et se localisera probablement en un seul et unique chromosome.»

Autant Himmler avait apprécié la première suggestion du biologiste raciale, qui visait à soumettre les «quart-juifs» à une «sélection raciale», autant il réagit avec colère à la dernière argumentation en date du professeur pragois. Le 17 décembre 1943, Himmler écrit à Hildebrandt : «Je ne peux accepter en aucune façon l'expertise du professeur Schultz. A mes yeux, elle n'est pas tenable scientifiquement. Car on pourrait soutenir, au même titre que lui lorsqu'il raconte qu'à la troisième génération on ne compte même plus un seul chromosome provenant du Juif, que disparaissent de même les chromosomes de tous les autres ascendants. Je dois alors poser la question : d'où l'homme peut-il bien tirer son patrimoine génétique ?». Himmler, lui-aussi, ne parvient pas à réduire la contradiction logique entre les deux «concepts du Juif» que nous avons tenté d'analyser : l'un contagionniste, pré-génétique, obsédé par la «prépotence» et l'«éternité du sang juif», l'autre se prévalant de la «biologie raciale» pour affirmer que le «sang allemand» peut, par «démendélisation», parvenir à supprimer les «gènes juifs».

Début 1945, la machinerie de meurtre d'Auschwitz est arrêtée face à la progression de l'Armée Rouge. C'est alors que l'Office principal de la Sécurité du Reich engage la solution finale de la question des mérités¹. La Gestapo commence à envoyer les «Juifs privilégiés» – hommes et femmes – à Theresienstadt, tandis que les enfants, les «mérités du premier degré» et les parents «aryens» sont affectés par l'organisation Todt à des travaux forcés. La «solution finale» ne pourra être pleinement appliquée aux personnes «d'ascendance juive ancienne», car la libération de l'Allemagne mit fin à l'antisémitisme d'État.

Traduction : Isabelle Kalinowski et Édouard Conte.

AVANT LA

«SOLUTION FINALE»

LA POLITIQUE JUIVE

DU SERVICE DE

SÉCURITÉ DE LA SS,

1935-1938

Michael Wildt

Dans le débat scientifique sur la genèse de la prise de décision conduisant à l'assassinat des Juifs européens, on a toujours pris pour point de départ le début de la guerre, comme s'il s'agissait là d'une évidence : il semblait en effet que les persécutions de la période précédente, tout en s'aggravant, n'allaient cependant pas encore jusqu'à provoquer la mort de leurs victimes. La période située entre les Lois de Nuremberg de 1935 et les pogromes antisémites de 1938 (la «nuit de cristal») était considérée par bien des historiens comme une phase encore «calme» de la persécution des Juifs¹. Ce n'est qu'à partir de l'action engagée par Eichmann à Vienne en 1938 que la SS et la Gestapo semblaient être entrées en scène, avant de prendre par la suite la tête des opérations. Si une telle perspective passe sous silence les violences physiques quotidiennes que les Juifs allemands avaient à subir depuis 1933, elle empêche surtout de comprendre pourquoi ce furent précisément des hommes du Service de sécurité (*Sicherheitsdienst* = SD) qui devinrent les «experts de la question juive» avant d'organiser et de développer dans toute l'Europe les déportations des Juifs vers les camps d'extermination². Comment cette institution qui n'occupait, au début des années 1930, qu'une place marginale au sein du dispositif de pouvoir national-socialiste et dont les effectifs étaient très réduits, parvint-elle à passer, en l'espace de quelques années, de la périphérie au centre du pouvoir ?

1. Cf. par exemple Uwe Dietrich Adam, *Judenpolitik im Dritten Reich*, Düsseldorf, 1972, p. 133 ; Michael Burleigh, Wolfgang Wippermann, *The Racial State. Germany 1933-1945*, Cambridge, 1991, pp. 84-85. Avraham Barkai parle même d'une «illusion de répit» au cours de ces années : *Vom Boykott zur "Entjudung". Der wirtschaftliche Existenzkampf im Dritten Reich*, Frankfurt/Main, 1988, p. 65.

2. Ce n'est que tout récemment que l'historien autrichien Hans Satrian s'est intéressé aux «hommes d'Eichmann» : *Die Eichmann-Männer*, Vienne, 1993.

Le nazisme et les savants

Michael Wildt

«Avant la «solution finale»

La politique juive
du Service de sécurité de la SS,
1935-1938

Pendant longtemps, les historiens ne furent guère en mesure de répondre à cette question, parce qu'ils ne pouvaient consulter qu'un petit nombre de dossiers du Bureau des questions juives du SD, et que ces derniers ne contenaient eux-mêmes que de maigres informations³. Mais l'ouverture récente des archives de Moscou a permis de mettre à jour des fonds appartenant à l'Office central de sécurité de la SS (*Sicherheitshauptamt*), qui, rangés en lieu sûr pendant la guerre, avaient été saisis par l'Armée Rouge lors de son offensive. Ces fonds conservés aujourd'hui pour l'essentiel aux «Archives spéciales» de Moscou permettent en effet de reconstituer dans ses grandes lignes l'activité d'une section du SD qui ne se bornait aucunement à la collecte d'informations⁴. Tandis que la mise à exécution des mesures de persécution revenait à la Gestapo, que d'autres instances du Reich s'occupaient d'exclure les Juifs de la vie économique⁵, et que les «extrémistes antisémites» (*Radikalanisien*) du Parti nazi (NSDAP) cherchaient à créer une atmosphère explosive par des actes de violence, le Bureau des questions juives du SD posait les fondements d'une politique anti-juive «pragmatique», mais non d'une politique anti-juive «pragmatique», mais moins radicale. La «déjudéisation de l'Allemagne» prévoyait en effet l'humiliation, l'expropriation, les sévices et l'expulsion de toute une population. Et si l'assassinat en masse des Juifs européens ne faisait pas encore partie des objectifs du Service de sécurité de la SS dans les années 1935 à 1938, le génocide faisait déjà partie intégrante de la logique de sa politique.

Le Service de Sécurité et les débus de la persécution des Juifs (1933-1934)

Lorsque, en avril 1931, Heinrich Himmler chargea Reinhard Heydrich, un jeune officier de marine en retraite, de mettre sur pied des services secrets propres à la SS, la section de ces services établie à Munich ne comprit d'abord aucun autre collaborateur. Heydrich travaillait dans la moitié d'un bureau, sans machine à écrire⁶. Deux ans plus tard, le SD comprenait déjà plus de 120 membres, dont cependant une petite partie seulement était rémunéré⁶. Le nombre des indicateurs était encore plus élevé. Mais si l'on compare le SD avec l'appareil de la Police secrète de l'État (*Geheime Staatspolizei = Gestapo*), dont l'Office (*Geheimes Staatspolizeamt = Gestapa*) comptait à

lui seul 600 fonctionnaires et employés au printemps 1934, sans parler de 2000 fonctionnaires de la Police d'État prussienne, le SD paraît minuscule⁷.

Dans la phase de la «prise de pouvoir», la Gestapo se consacra essentiellement à la persécution des opposants politiques, en premier lieu les communistes et les sociaux-démocrates ; la «question juive» ne jouait alors qu'un rôle mineur. Aussi la Gestapo ne prit guère part au boycott des magasins juifs du 1^{er} avril 1933 ou, par la suite, à l'élaboration de la législation antisémite qui entraînera le licenciement de milliers de fonctionnaires et d'employés juifs du service public⁸. Dans le plan de répartition des compétences du Gestapa de Berlin établi en juin 1933, les affaires «juives» furent placées dans le domaine des «actes de violence, explosifs, attentats, étrangers, émigrés, francs-maçons»⁹. Pour la Gestapo, le «problème juif» revêtait essentiellement deux formes : ce qu'on appelait la «propagande à propos des violences» (*Greuelpropaganda*)¹⁰, et les liens politiques entretenus par les émigrés avec l'opposition en Allemagne.

Dans les premiers mois après la «prise de pouvoir», la principale tâche qui incombait au SD fut d'appuyer l'établissement des compétences de Himmler¹¹, alors chef de la Police politique en Bavière. Lorsque celui-ci fut nommé, en avril 1934, inspecteur de la Gestapo en Prusse, l'ensemble des polices politiques du Reich se trouvaient concentrées entre les mains du *Reichsführer SS*. Après la liquidation sanglante des SA en juin 1934, dans laquelle le SD fut également impliqué, la fonction du SD put enfin être redéfinie.

Le 9 novembre 1933, Himmler avait élevé le SD au statut d'Office de la SS, et promu Heydrich «chef de l'Office de sécurité du Reichsführer SS». C'est de cette époque que datent les premières informations sur le mode d'organisation du SD¹². La centrale du SD à Munich se composait alors, outre la section d'état-major et la section centrale Z, chargée de la correspondance et des fichiers, de la section I, Organisation (responsable du personnel et des questions d'organisation générale), de la section II, Administration, de la section III, Information (Politique intérieure), de la section IV, Contre-espionnage et questions étrangères, et de la section V, Questions franc-maçonniques. La section IV comprenait entre autres une sous-section IV/2 : Juifs, pacifistes, «propagande à propos des vio-

3. Cf. le travail important de Susanne Heim, «Deutschland muß ihnen ein Land ohne Zukunft sein. Die Zwangsmigration der Juden 1933-1938», in *Arbeitsmigration und Flucht (Beiträge zur nationalsozialistischen Gesundheits- und Sozialpolitik 11)*, Berlin/Göttingen, 1993, pp. 48-81.

4. Shlomo Aronson, *Reinhard Heydrich und die Frühgeschichte von Gestapo und SD*, Stuttgart, 1971, p. 56.

5. George C. Browder, «Die Anfänge des SD. Dokumente aus der Organisationsgeschichte des Sicherheitsdienstes des Reichsführers SS», *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte*, vol. 27, 1979, pp. 301-302.

7. A propos de ces chiffres, cf. Johannes Tuchel, Reinhold Schattentrost, *Zentrale des Terrors. Das Hauptquartier der Gestapo*, Berlin, 1987, p. 80; Christoph Graf, *Politische Polizei zwischen Demokratie und Diktatur. Die Entwicklung der preussischen Politischen Polizei vom Staatsschutzorgan zum Geheimen Staatspolizeamt des Dritten Reiches*, Berlin, 1983, pp. 176-177.

8. Graf apporte quelques preuves montrant que la Gestapo n'était pas restée totalement inactives, mais la campagne de boycott tout autant que la promulgation des lois d'avril ont été préparées et organisées par d'autres instances du régime. *Ibid.*, p. 238.

9. «Geschäftsverteilungsplan Gestapa», 19 juin 1933; Bundesarchiv (BA), Archives fédérales allemandes) R 58/840. Cf. aussi K. Drobisch, «Die Judeverletere des Geheimen...», *op. cit.*, pp. 232-239.

10. Par la formule «Greuelpropaganda», les nazis retournaient l'accusation que leur adressaient les pays étrangers à propos de leurs actes de violence [Ndr].

11. George C. Browder, *Foundations of the Nazi Police State. The formation of Stipo and SD*, Lexington, 1990, pp. 98-116.

12. G.C. Browder, «Die Anfänge», *op. cit.*, pp. 309-311.

Le nazisme et les savants
 Michael Wildt
 Avant la solution finale
 La politique juive
 du Service de sécurité de la SS,
 1935-1938

lences», émigrés politiques. Elle était dirigée par un ancien major de l'armée, Walter Ilges, et, à partir de 1935, par Leopold Itz Edler von Mildenstein (cf. encadré, p. 36).

Comme dans le cas du Gestapo, l'éventail thématique relevant de la compétence du Bureau des questions juives du SD montre bien qu'à cette époque, la «question juive» était liée à la crainte que les Juifs fassent tout, à l'étranger, pour nuire au Reich. Pourtant le SD disposait déjà d'un vaste programme concernant la «politique juive». Dans un mémoire rédigé pour Heydrich en mai 1934¹³, le Bureau des questions juives du SD formulait son exigence fondamentale : «Le but de la politique juive doit être l'émigration totale». L'auteur – probablement Ilges – était parfaitement conscient des difficultés qu'il soulevait : pour les Juifs désireux d'émigrer dans les «pays civilisés» la place était limitée – les territoires susceptibles d'accueillir un État juif n'étaient pas encore disponibles. Comme l'Allemagne ne pouvait exercer qu'une faible influence sur le contexte international, il fallait donc porter son attention sur la situation intérieure allemande. «Le principal objectif doit être d'éveiller et d'entretenir l'idée que la situation présente est une étape de transition. [...] L'Allemagne doit être pour eux un pays sans avenir. [...] Par contre, il faut refuser les méthodes des extrémistes antisémites. On ne combat pas les rats avec un revolver, mais avec du poison et du gaz». Il va de soi que cette phrase n'était pas une anticipation de la future élimination des Juifs par le gaz. Mais l'analogie établie entre les Juifs et la vermine qu'il faut combattre avec des méthodes de chasseur de parasites – une comparaison que l'on trouve aussi dans *Mein Kampf*¹⁴ – révèle combien les Juifs étaient déjà déshumanisés dans l'esprit du SD : l'impératif d'«extermination» ne devait pas rester une simple métaphore. Toutefois, concernant les relations avec les organisations juives, le SD voulait pour le moment faire bénéficier les organisations sionistes qui prônaient l'émigration juive en Palestine d'un traitement de faveur, qui cherchaient à établir avec les nouveaux maîtres de l'Allemagne un *modus vivendi*.

Au cours des mois suivants, cette conception s'imposa également au sein de la Gestapo. Ainsi, en mars 1934, la Police politique bavaroise (BPP) avait autorisé, sous certaines conditions, la reconstitution de l'Union national-

allemande des soldats du front juifs¹⁵ et de diverses organisations de jeunesse juives¹⁶. Dix mois plus tard, en janvier 1935, la BPP modifiait sa position et donnait à ses services locaux, au sujet des organisations de jeunesse juives, la consigne suivante : «Au vu de leur action en faveur de l'émigration en Palestine, les membres des associations sionistes ne doivent pas être traités avec la même rigueur que les membres des organisations soit-disant germano-juives (assimilateurs)¹⁷». Cette distinction établie dans la politique de persécution par rapport aux différentes organisations juives devint partie intégrante de la pratique policière. Ainsi, dans un rapport du Bureau des questions juives du Gestapo daté de novembre 1934, nous lisons que la Police d'État «fait tout ce qui est en son pouvoir pour favoriser le sionisme et soutenir ses efforts en direction de l'immigration. On entravera autant que possible l'action des Allemands (assimilateurs) afin de les inciter à passer dans le camp des sionistes¹⁸».

Les programmes de la Gestapo et du SD prévoyant de réserver un traitement différent aux organisations juives selon qu'elles prônaient l'émigration ou l'assimilation, étaient similaires. Mais le pouvoir politique était manifestement dévolu par la première. En avril 1937, le Bureau des questions juives du SD observera rétrospectivement que «le traitement systématique de l'ennemi juidaïque» ne débuta qu'à partir de juin 1935¹⁹. Cependant, le mémoire de mai 1934, déjà cité, atteste une continuité politique significative. Si les positions du Gestapo et du SD sur la «question juive» s'accordaient sur le fond, le SD avait très tôt présenté l'émigration comme la seule stratégie fructueuse pour le national-socialisme, et il chercha constamment à l'élaborer sous forme de programme. Aussi au cours des années suivantes, les responsables de la politique juive du SD ne renoncèrent pas à cet objectif et ne porteront un jugement positif sur les mesures antisémites que dans la mesure où elles favorisèrent l'expulsion des Juifs hors d'Allemagne. La position un peu à l'écart du SD durant les premières années du régime lui offrait alors une large marge de manœuvre suffisamment grande – loin de la «pratique quotidienne» de la persécution, dont la Gestapo était chargée – pour collecter des informations, observer les événements politiques, les conditions économiques, l'évolution de la société et ébaucher des plans en vue d'une «solution de la question juive».

13. «Memorandum des SD-Antes IV/2 an Heydrich», 24 mai 1934, «Centre de conservation des collections de documents historiques», Archives spéciales de Moscou (ASM), 501/1/18; publié par Michael Wildt (éd.), *Die Judenpolitik des SD 1935-1938. Eine Dokumentation*, Munich, 1995 (en cours d'impression).

14. Cf. Eberhard Jäckel, *Hitlers Weltanschauung*, 2^e éd., Stuttgart, 1981, pp. 69-71.

15. Fondé en 1919, le Reichsbund des soldats du front juifs (RJF) comptait plus de 30 000 membres dans les années 1920. En 1933, le RJF croyait pouvoir préserver son autonomie en promettant son dévouement aux nouveaux détenteurs du pouvoir. Il dut constater rapidement que la politique des nazis était précisément dirigée contre les Juifs qui avaient eu des convictions nationalisées allemandes. En octobre 1936, toute activité politique lui fut interdite. Cf. Ulrich Dunker, *Der Reichsbund jüdischer Frontsoldaten 1919-1938*, Düsseldorf, 1977, pp. 113-177.

16. «Runderfügung BPP», 20 mars 1934, signé par Heydrich. Publié dans Hans Mommsen, «Der nationalsozialistische Polizeistaat und die Judenverfolgung vor 1938», *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte*, vol. 10, 1962, pp. 68-87, ici pp. 77-78.

17. «Runderfügung BPP», 28 janv. 1935; *ibid.*, pp. 78-79.

18. Rapport «Gegenwärtiger Stand der Judenfrage» Gestapo II, 1 B 2, novembre 1934; ASM, 501/1/18.

19. «Richtlinien und Forderungen an die Oberabschnitte» de Wisliceny et Hagen, 21 avril 1937, BA, R 58/544; publié dans M. Wildt, *Die Judenpolitik*, op. cit.

Avant la «solution finale»
La politique juive
du Service de sécurité de la SS,
1935-1938

20. Hermann Graml,
*Reichskristallnacht, Antisemitismus
und Judenverfolgung im Dritten Reich*,
Munich, 1988, p. 140.

21. Cf. Kurt Patzold, *Faschismus,
Rassenwahn, Judenverfolgung,
Eine Studie zur politischen Strategie
und Taktik des faschistischen deutschen
Imperialismus* (1933, 1935),
Berlin (RD.A), 1975, pp. 227-233.

22. «Lagebericht des SD-Hauptamtes
J 1/6 (Juden)», 17 août 1935 ;
ASM, 5000/3/316 ; publié dans M. Wildt,
Die Judenpolitik... op. cit.

23. Schacht n'était certes pas
un adversaire de l'antisémitisme. Bien
qu'il n'ait jamais manifesté l'intention
de limiter l'activité économique
des Juifs, il ne s'opposait jamais à
ce qu'ils soient rabaissés au rang
de citoyens de deuxième classe et privés
de certains droits. La thèse selon
laquelle seule la démission de Schacht
de son poste de ministre de l'Économie
du Reich aurait permis d'engager
un tournant dans la politique antisémite
vient d'être réfutée par Albert Fischer,
*Hilfbar Schacht und Deutschlands
"Judenfrage" : Der "Wirtschaftsdiktator"
und die Verrohung der Juden aus der
deutschen Wirtschaft*, Cologne, 1995,
en part, pp. 178-208. Sur la conférence
du ministre de l'Économie tenue
le 20 août 1935, *ibid.*, pp. 168-174, ainsi
que Raoul Hilberg, *Die Vernichtung
der europäischen Juden*,
Frankfurt/Main, 1990, vol. 1, pp. 41-43.

24. Heydrich ne s'en tint pas à
des propositions orales.
Dans une lettre adressée début
septembre aux participants de
la conférence, il présenta ses exigences
en détail : «Heydrich an die Teilnehmer
der Chefbesprechung
im Reichswirtschaftsministerium»,
9 septembre 1935 ; ASM, 5000/1/379 ;
publié dans M. Wildt,
Die Judenpolitik... op. cit.

Violence d'en bas, lois d'en haut

En 1935, «les dignes se rompirent»²⁰. La grogne de la base du NSDAP concernant la «lenteur» de la mise en place de la persécution des Juifs, fortement attisée par le journal provocateur de Streicher, *Der Stürmer*, commença à donner lieu à des actes de violence sporadiques²¹. Le 15 juillet 1935, une sorte de pogrom eut lieu contre les magasins juifs du Kurtfürstendam à Berlin. En août, le Bureau des questions juives du SD constata que «la question juive» ne saurait être résolue «par des actes de terreur». Par contre il fallait promulguer des lois efficaces, «qui montrent au peuple que le règlement de la question juive doit venir d'en haut»²². Selon le Bureau il était particulièrement urgent de promulguer des lois sur la nationalité, la liberté de choix de résidence et l'identification des magasins «aryens». Évidemment, cette critique ne se fonda pas sur le souci de préserver des vies humaines, mais sur la volonté de garder intact le monopole du pouvoir de l'État. Certes, le SD et la Gestapo voulaient radicaliser la politique juive ; c'est pourquoi ils approuvèrent jusqu'à un certain point les actions violentes des SA et des *Hilfjüngend*. Mais ils soulignaient en même temps que le pouvoir exécutif de la police et la «résolution de la question juive» devaient rester entre les mains des instances supérieures de l'État et du Parti.

Afin de coordonner la suite des opérations, le ministre de l'Économie du Reich, Schacht, réunit le 20 août un conseil de dirigeants, au cours duquel il exigea que fut mis un terme à l'«agitation illégale»²³. A la fin de la séance, Heydrich prit la parole. Il déplora que la police «soit toujours la victime». Selon lui, la situation présente ne pouvait être assainie que par la mise en place d'une nouvelle législation, qui permettrait peu à peu d'atteindre l'objectif d'une élimination totale de l'influence des Juifs. Par ailleurs, il réclamait également une grande politique d'éducation politique et idéologique des membres du Parti et du peuple. Concrètement, Heydrich proposait l'interdiction des «mariages mixtes», des sanctions punissant les «crimes contre la race», une discrimination juridique des Juifs et la restriction de la liberté du choix de résidence, et notamment l'interdiction pour les Juifs d'être domiciliés dans les grandes villes²⁴.

Ainsi, quelques semaines avant la proclamation des lois raciales de Nuremberg, Heydrich faisait des proposi-

tions de grande envergure pour la persécution des Juifs qui anticipaient non seulement sur les principales intentions des lois de Nuremberg, mais devançaient également de quelques années la pratique des décrets policiers. Si on tient compte de ce conseil de dirigeants du 20 août, la thèse selon laquelle les lois de Nuremberg auraient vu le jour dans la plus grande hâte, sans véritable préparation, n'est plus tenable. Cette réunion atteste au contraire qu'il existait, avant même le Congrès de Nuremberg, un large consensus entre la bureaucratie ministérielle, la Gestapo et le SD au sujet des futures lois²⁵.

Réorganisation

Les éléments extrémistes du NSDAP, mais aussi de la SS et du SD avaient compris les raisons du succès de l'année 1935 : le «déclenchement de la vindicte populaire» brisait les barrières bureaucratiques et pouvait être récupéré pour légitimer des mesures étatiques encore plus radicales. La Gestapo et le SD employèrent alors l'année 1936 à mieux coordonner leurs propres forces. Dès le début de l'année, le département central du SD était réorganisé. Sur l'ordre de Heydrich, la structure du SD fut remplacée, à partir du 15 janvier 1936, par une chancellerie d'état-major, comprenant l'administration et les services du personnel, le département II chargé de surveiller les «adversaires de l'idéologie national-socialiste» et le département III chargé du contre-espionnage²⁶.

Le département II/112 (judaïsme) faisait désormais partie du département central II/1 (Interprétation idéologique), dirigé à partir de 1937 par le professeur Alfred Franz Six (cf. encadré, p. 36). En faisaient partie, dès la fin de l'année 1936 : le *SS-Hauptscharführer* Kurt Schröder (cf. encadré, p. 36), qui en assurait la direction depuis le départ de son prédécesseur von Mildenstein ; le *SS-Hauptscharführer* Adolf Eichmann ; le *SS-Oberscharführer* Richard Hartmann, chargé du fichier et du dépouillement de la presse ; ainsi que le *SS-Oberscharführer* Herbert Friese et le *SS-Rottenführer* Helmut Hagemann, responsables des «associations orthodoxes et caritatives»²⁷.

Eichmann, qui avait fui l'Autriche après l'interdiction du NSDAP en juin 1933 et avait trouvé refuge à Lechfeld puis à Dachau, s'était présenté en 1934 au SD et fut envoyé à l'automne de la même année à l'Office du SD

25. Le rapporteur affecté aux questions raciales auprès du ministère de l'Intérieur, Bernhard Lösener, souligna la hâte dans laquelle furent élaborées les lois de Nuremberg dans son récit *a posteriori* :

«Als Rasseretèrent im Reichsministerium des Innern», *Verteilungsscheffe für Zeitgeschichte*, vol. 9, 1961, pp. 261-313. Adam a repris cette interprétation et qualifié les lois de Nuremberg de «coup de force suprême» (U.D. Adam, *Judenpolitik im Dritten Reich*, *op. cit.*, p. 125).

D'autres réfutèrent très tôt cette thèse, tel Reinhard Rümp. «Das Ende der Emanzipation: Die antijüdische Politik in Deutschland von der "Machtergreifung" bis zum Zweiten Weltkrieg», in Arnold Paucker et alii (éd.), *Die Juden im nationalsozialistischen Deutschland*, Tübingen, 1986, pp. 97-114. Arnold Paucker insiste sur le fait que les lois de Nuremberg avaient été «éprouvées de longue date et soigneusement préparées» (p. 247). Sur l'«esprit» des lois de Nuremberg, cf. l'article de C. Essner publié dans ce numéro de *Genèses*.

65. «Befehl des Chefs des Sicherheitshauptamtes zum organisatorischen Aufbau», 1936 ; ASM, 5000/1/907, publié dans M. Wildt, *Die Judenpolitik... op. cit.*

27. Rapport d'activité II/112, du 1^{er} oct. 1936 au 15 févr. 1937 ; BA, R. 58/991.

Le nazisme et les savants

Michael Wildt

Avant la «solution finale»

La politique juive

du Service de sécurité de la SS.

1933-1938

de Berlin. Il y travailla d'abord dans ce qu'on appelait le «musée franc-maçon», où il fit la connaissance de Dieter Wisliceny, alors chargé des questions franc-maçonnaires (voir p. 37). Au début de l'année 1935, Eichmann passa dans la section de Mildenstein, au Bureau des questions juives. Il y restera jusqu'en 1938. Chargé des questions «sionistes», il y représentera, sous quatre dirigeants successifs – Mildenstein, Schröder, Wisliceny et Hagen – l'élément de continuité, notamment parce que son domaine de compétence, les organisations sionistes, figurait au centre de la politique du SD.

Au printemps 1937, le personnel du département fut renouvelé et élargi. Les nouveaux venus étaient : Theodor Danneker, auparavant rapporteur des questions juives dans la division régionale «Sud-Ouest» du SD et à présent rapporteur des questions «assimilationnistes» ; Dieter Wisliceny, qui dirigea le département à partir d'avril 1937 et Herbert Hagen, un collaborateur de Six, issu du département central I/3 (Presse et musée). Pendant quelque temps encore, Hagen travailla aussi bien pour le département Presse que pour le département II/112, mais à la fin de l'automne 1937, il prit finalement la direction du Bureau des questions juives (voir p. 37). Toutes ces per-

sonnes devaient exercer une influence déterminante sur la politique du *Judenreferat* du SD. A l'exception de Danneker, qui avait déjà dirigé, en 1936, le Bureau des questions juives de la division régionale «Sud-Ouest» du SD, aucun d'entre eux ne s'était illustré jusque-là comme un «expert en questions juives». Ainsi, Eichmann disait de Hagen qu'il était «un homme intelligent et d'un horizon très large», mais qu'il n'avait aucune idée «des affaires juives, des organisations juives, de leur but, de leurs objectifs. La première chose qu'il fit à son arrivée fut de m'interroger et d'obtenir de moi tous les renseignements possibles sur mon domaine de compétence»²⁸. Les uns et les autres n'acquiescèrent leur réputation de «spécialistes» qu'au sein même du département II/112.

Une première occasion de se faire une idée d'ensemble de la politique juive du SD et de mesurer ce que les différents bureaux chargés de ces questions au sein des divisions régionales étaient déjà capables de faire ou de ne pas faire, nous est fournie par la semaine de formation tenue en mars 1936 dans l'École du SD à Bernau, près de Berlin²⁹. Trente-six conférenciers venant des différentes divisions du SD, et parmi lesquels figurait sans doute Danneker, devaient y donner une présentation générale et

Nous avons réuni ici les données biographiques disponibles concernant les principaux responsables du Bureau des questions juives du Service de sécurité de la SS. Elles montrent que la plupart d'entre eux appartenaient, par le diplôme et la profession exercée, au monde savant.

Leopold Itz Edler von Mildenstein, né à Prague en 1902, ingénieur diplômé, entra au NSDAP en 1929 et dans la SS en 1933. A partir de 1934, il travailla pour le SD. En tant que correspondant de la *Berliner Börsenzeitung*, et en raison de ses nombreux voyages à l'étranger et de ses multiples relations personnelles, il était considéré comme un spécialiste de l'Orient. Selon ses déclarations d'après-guerre, ses articles pro-sionistes avaient attiré l'attention de Heydrich. Mildenstein dirigea le Bureau des questions juives du début de l'année 1935 à l'été 1936 et travailla ensuite au département de la presse étrangère du ministère de la Propagande.

Walter Ilges, né à Breslau en 1870. On ne sait rien de lui.

Alfred Franz Six, né à Mannheim en 1906, fit des études de sciences politiques, d'histoire et de journalisme à Heidelberg, soutint son doctorat en 1934. Il entra au NSDAP en 1930 et dans la SA en 1932. Il obtint une chaire de professeur à l'université de Königsberg en 1937 et devint directeur de l'Institut des Sciences de l'étranger de Berlin en 1940. Chef du département de la presse au sein de l'Office central du SD à partir de 1935. Six prit également, en 1937, la direction du département central III/1, qui devint après la création du *Reichsicherheitshauptamt* le département IV (Recherches idéologiques). Cf. Lutz Hachmeister, *Der Gegnerforscher. Zur Karriere des SS-Brigadeführers Franz Alfred Six* (en cours d'impression).

Kurt Schröder, né en 1904 dans une famille de paysans de Hohendorf en Thuringe, fit son apprentissage dans la banque avant d'entrer à

l'École supérieure de commerce de Francfort sur le Main. Il entra au NSDAP en mai 1933, en juin 1934, il travailla à partir de 1934 pour la division «Rhin» du SD. En 1935, il fut muté à l'Office central de l'assistance publique, qu'il quitta pour l'Office central du SD, où il dirigea jusqu'en mars 1937 la section II/112. Il fut ensuite rapporteur des questions économiques dans la Section régionale du SD de Berlin et fut placé en 1944 à la tête d'un «commando spécial».

Dieter Wisliceny, né en 1911 à Regdowken en Prusse orientale, fit des études de théologie avant d'être employé dans un bureau d'études. Après avoir perdu son emploi, il entra au NSDAP et dans la SA en 1931. En 1933-1934, il fit partie de la garde personnelle de Göring et entra dans la SS et au SD en juin 1934 ; d'abord rapporteur des questions franc-maçonnaires au département central du SD, il dirigea la section II/112 à compter d'avril 1937, avant d'être muté au SD de Dantzig en novembre de la même année.

Theodor Danneker, né en 1913 à Tübingen, suivit une formation de commerce ; à partir de 1934, il fit partie de la garde SS de la maison Columbia à Berlin, avant d'entrer au bataillon SS «Brandenburg». Il en fut renvoyé pour faute professionnelle et entra peu après, en juin 1935, dans la division «Sud-Ouest» du SD. Au printemps 1937, il fut muté au département central du SD, dans la section II/112. Cf. Claudia Steur, *Theodor Danneker, Ein Funktionär der Endlösung*, Stuttgart 1995 (thèse).

Herbert Hagen, né en 1913 à Neumünster, entra au SD en 1934. Trop pauvre pour faire des études, il ne réussit pas à entamer une carrière d'officier ni à mener à son terme une formation de vendeur. Au sein du SD, il fut d'abord affecté au département de la Presse, avant d'entrer au printemps 1937 – aux côtés de Six – au département central III/1, puis de prendre la direction de la section II/112 fin 1937.

28. Interrogatoire d'Eichmann : actes d'accusation du procès Eichmann, T/37, t. 1, pp. 80-81 ; Archives du Centre de recherches sur l'histoire du national-socialisme de Hambourg, O 23/20. En revanche, Eichmann considéra Mildenstein comme son «maître» : «Dans tout l'office de Sécurité du Reich, il était le seul à pouvoir fournir des renseignements précis et complets, tout au moins sur la question juive» (Interrogatoire, *op. cit.*, p. 67).

29. Sur cette semaine de formation du SD, cf. M. Wildt, *Die Judenpolitik...*, *op. cit.*

fournir certaines connaissances de base. Ainsi Mildenstein présenta un exposé général sur la «problématique du judaïsme» et sur le «sionisme»; Schröder évoqua «l'assimilation et ses organisations en Allemagne», et le chef du département II défini les devoirs du SD dans la lutte contre le judaïsme». Le rapporteur des questions juives du Gestapo parla des «expériences pratiques dans le combat contre le judaïsme», et des membres des autres sections du département II présentèrent des exposés sur les Juifs dans la vie économique, sur le marxisme et le judaïsme, ou encore sur les relations entre le judaïsme et les Églises chrétiennes. Le département III apporta sa contribution avec un exposé sur les «expériences du département "contre-espionnage" dans le traitement des Juifs».

Les rapports présentés par les Divisions régionales (*Oberabschnitte*) révélèrent pourtant que les bureaux régionaux affectés aux questions juives n'étaient guère encore organisés. À l'exception de la subdivision «Centre» siégeant à Chemnitz et de la subdivision «Nord-Ouest» d'Hanovre, les représentants de ces bureaux avaient également des responsabilités dans d'autres domaines que les questions juives. A Stuttgart, deux hommes devaient se partager les domaines suivants : les francs-maçons et le judaïsme, la bibliothèque, les questions frontalières et l'immigration. A Düsseldorf, on n'avait engagé un responsable des questions juives que six semaines auparavant : à Munich, quinze jours auparavant. A Breslau, un rapporteur auxiliaire était chargé des questions du marxisme, des Églises, de l'opposition nationale et du judaïsme, et même à Berlin il n'y avait qu'un seul responsable des questions juives, de la «propagande à propos des violences», de l'homosexualité et de la surveillance de la *Deutsche Arbeitsfront*. Ainsi, dans les sous-divisions du SD, qui ne disposaient en général que d'un petit nombre de collaborateurs, il était de règle que les rapporteurs cumulent deux ou plusieurs fonctions. L'exemple de Halle an der Saale, où le responsable des «questions juives» était concierge de profession, est sans doute un cas extrême, mais significatif.

En avril 1937, Wisliceny et Hagen tentèrent de définir dans leurs «Lignes directrices et principes généraux à l'adresse des divisions», le profil spécifique des rapporteurs aux questions juives recherchés par le SD : «Dans les divisions et sous-divisions, le responsable du département II/112 ne doit pas être du type de l'intellectuel et du théoricien. Il n'est pas absolument nécessaire qu'il ait fait

des études supérieures. Il doit se montrer souple et actif à l'extérieur, et faire preuve de clarté et de lucidité en remplissant les tâches qui lui ont été confiées. Les hommes qui "s'attaquent" au problème du judaïsme sur un plan purement intellectuel sont inaptes au travail dans les divisions et les sous-divisions du SD³⁰». La compétence pratique et l'engagement étaient requis, mais non un intellectuelisme ou un académisme coupés des réalités. Lorsque Himmler, en janvier 1937, dans un discours sur la nature et la fonction de la SS et de la police, n'attribuait au SD qu'une fonction très générale, et expliquait que le SD devait moins s'intéresser aux «questions de détail de l'exécutif» qu'aux «grandes questions idéologiques», il ne rendait plus compte de la pratique effective du SD³¹. Bien que le SD n'eût pas encore de fonction exécutive, il ne se confinait nullement dans un cadre académique et son travail était bien plus concret que Himmler ne le prétendait. Les membres du SD surveillaient par exemple, en accord avec la Gestapo, les assemblées juives ou faisaient subir des interrogatoires aux fonctionnaires d'organisations juives. Ainsi le SD commençait à s'approprier certaines tâches relevant de l'exécutif.

Premiers pas dans la pratique

Les projets et les mesures adoptés par le SD en 1937 pour la Silésie illustrent bien le développement de sa politique juive. Après le vote d'une majorité d'électeurs de Haute-Silésie en faveur du maintien du territoire au sein du Reich et après le partage de la région, l'Allemagne et la Pologne avaient conclu en mai 1922, sous le contrôle de la Société des Nations, une convention de protection des minorités qui devait rester en vigueur pendant quinze ans. Après un délai supplémentaire de deux mois, cette convention expira le 15 juillet 1937. Il devenait dès lors possible, comme l'expliquait Adolf Eichmann dans sa «Disposition pour le traitement de la question juive dans la région de la division Sud-Est du SD», datée du 10 mai 1937, de «s'attaquer au problème des Juifs dans toute son ampleur, en Haute-Silésie³²», puisque l'ensemble des lois discriminatoires contre les Juifs entraient désormais en vigueur dans la région³³. Eichmann proposait de fichier tous les Juifs, d'arrêter leurs dirigeants et d'interdire leurs organisations. Il fallait également surveiller les Juifs qui tentaient de vendre

30. Cf. note 19.

31. Heinrich Himmler, «Wesen und Aufgabe der SS und der Polizei» (1937), cité dans : *Internationales Militärgerichtshof (IMG), Der Prozeß gegen die Hauptkriegsverbrecher, Nürnberg, 1948, t. 29, pp. 222-224.*

32. Eichmann, «Dispositionen für die Judenbearbeitung im Gebiet des SD-OA Sudost», 10 mai 1937, ASM, 5000/1/403.

33. Les mesures antisémites prises en Silésie étaient parfois plus rigoureuses encore que celles du Reich : elles s'appliquaient aussi aux «métis» et aux médecins ou avocats ayant un passé de *Frontkämpfer*, alors que sur le territoire du Reich, ces derniers avaient encore le droit d'exercer leur profession. Sur ce point, cf. U.D. Adam, *Judenpolitik im Dritten Reich, op. cit.*, p. 167.

Le nazisme et les sarrains
Michael Wildt
Avant la solution finale
La politique juive
de Martin de sécurité de la SS,
1933-1938

leurs terres à des Polonais. Enfin il fallait mettre sur pied un réseau spécial d'indicateurs afin de pouvoir observer les Juifs de Haute-Silésie aussi bien que ceux de Tchécoslovaquie ou de Pologne. Ce programme d'urgence établi par Eichmann fut approuvé par Six, puis signé par Heydrich, avant d'être envoyé fin mai à la division «Sud-Est» du SD. Fin mai, Eichmann fut dépêché en personne à Breslau pour surveiller l'exécution de ces mesures³⁴.

Cette action modifia le rapport de force avec la Gestapo en faveur du SD qui établissait projets et programmes. Ainsi, un «ordre de fonction» de Heydrich, daté du 1^{er} juillet 1937 – censé clarifier les rapports entre la Gestapo et le SD – permit au SD d'étendre son domaine de compétence. Selon cet ordre, en effet, le SD devait être chargé de «toutes les questions générales et fondamentales» concernant le judaïsme «dans lesquelles n'intervenaient pas les mesures exécutives de la Police d'État», tandis que la Gestapo se voyait confier «tous les cas particuliers dans lesquels intervenaient les mesures exécutives de la Police d'État»³⁵.

Ce principe d'une compétence générale pour la «question juive» fit l'objet d'un entretien entre Six, Wisliceny, Eichmann, Hagen et les rapporteurs chargés des questions juives auprès du Gestapa en juin 1937 au siège du SD³⁶. Six proposa qu'un membre du SD passe en revue l'ensemble des dossiers du Gestapa consacrés à la «question juive». Le rapporteur du Gestapa donna son accord et Hagen se présenta quelques jours plus tard au bureau de la Police secrète d'État. Le rapport qu'il rédigea précise que les dossiers généraux du Gestapa étaient répartis en deux catégories, selon qu'ils concernaient l'Allemagne ou l'étranger. Mais les dossiers relatifs à l'étranger n'étaient qu'un amas de papiers sans ordre³⁷. Le responsable du Gestapa lui-même souhaitait que l'ensemble de ces dossiers fût remis au SD afin qu'il en opère un inventaire systématique. Par ailleurs, le Gestapa disposait certes d'un fichier, mais celui-ci ne recensait nullement l'ensemble des Juifs membres des organisations juives, étant donné qu'il était organisé selon le principe cumulatif : on n'y ajoutait une fiche qu'à partir du moment où un dossier avait été ouvert. Par contre les recensements des organisations juives établis par le Gestapa à partir d'octobre 1935 et complétés tous les trimestres n'avaient même pas encore été dépouillés. Ces listes furent donc remises dans leur intégralité au SD. Et quelques jours

plus tard, Werner Best, adjoint de Heydrich et responsable administratif du Gestapa, donna l'ordre de remettre au SD l'ensemble des dossiers du bureau des questions juives du Gestapa avec, comme le rapporta Wisliceny à Six : «en grande majorité des affaires en cours, qu'il appartient désormais au SD de traiter»³⁸. De la sorte, le SD entra non seulement en possession d'informations importantes, mais à l'avenir aucune initiative, aucun débat, aucune loi concernant la population juive ne pouvait voir le jour sans le SD.

S'il est peu surprenant que le Bureau des questions juives ait conféré au SD «une certaine autorité spirituelle»³⁹, le fait que Werner Best, chef-adjoint du Gestapa – qui en 1934-1935 déjà avait joué un certain rôle dans le remaniement du SD – fit remettre l'ensemble des dossiers juifs au SD, souligne que la direction de la Police secrète envisageait maintenant une certaine division du travail. Abandonner au SD la direction de la politique juive revenait aussi à conforter la Gestapo dans son rôle de pouvoir exécutif et d'instrument de terreur. À l'égard de la population juive, Gestapo et SD ne faisaient qu'un. Mais le SD ayant fait la preuve de ses capacités d'initiative, on lui attribuait à présent officiellement, au sein de l'appareil de sécurité, la tâche de planifier la politique juive.

Le SD et la Palestine

Dans ses rapports le Bureau des questions juives dressait un sombre tableau de l'émigration juive hors d'Allemagne : malheureusement, selon lui, les Juifs allemands commençaient à s'accoutumer de leur situation, d'autant plus que les ambiguïtés de la situation palestinienne ne stimulaient guère les volontés d'émigration. En outre, les conditions économiques étaient toujours «si favorables que la plupart préférerait rester en Allemagne plutôt qu'émigrer». En janvier 1937, Eichmann avait présenté un volumineux rapport «Sur le problème juif»⁴⁰, dont l'idée-force était «la déjudéisation de l'Allemagne». En brandissant le spectre d'émigrés juifs créant des centres de conspiration internationale à l'étranger, Eichmann formulait d'emblée une restriction : «L'émigration ne peut être une solution que si elle se fait vers les territoires qui n'ont pas encore atteint un niveau de civilisation élevé afin d'empêcher que les Juifs n'accablent de nouvelles richesses». Passant minutieusement

34. Longtemps a prévalu l'hypothèse selon laquelle Eichmann, avant d'être envoyé à Vienne en 1938, s'était «essentiellement consacré à la réflexion théorique sur l'«entente judaïsme»», ainsi que l'a écrit encore récemment Gabriele Anderl. «Die „Zentralstellen für jüdische Auswanderung“ in Berlin, Wien und Prag - ein Vergleich», *Tel-Aviv-Jahrbuch für deutsche Geschichte*, vol. 23, 1994, p. 276. Or il s'avère que dès 1937, Eichmann était un membre actif et engagé du SD, comme l'atteste son voyage en Palestine à l'automne 1937. Ce n'est pas un hasard s'il fut promu au grade de *Untersturmführer* en novembre 1937 et ainsi introduit dans les instances supérieures de la SS. Cf. SS-Akte Eichmann, Bundesarchiv Außenstelle Zehlendorf (anciennement : Berlin Document Center).

35. «Gemeinsame Anordnung für den Sicherheitsdienst des Reichsführer-SS und die Geheimen Staatspolizei», 1^{er} juillet 1937 ; BA, R 58/239.

36. «Besprechungsprotokoll Hagen», 19 juin 1937, ASMA, 500/3/315.

37. Rapport de Hagen sur la collaboration entre le département III/112 et la Gestapa I/IB 4 du 29 juin 1937 ; ASMA, 500/3/315, publié dans M. Wildt, *Die Judenpolitik...* op. cit.

38. Lettre de Wisliceny à Six, 20 juillet 1937 ; ASMA, 500/3/315. Dans le rapport d'activité sur la période du 6 juillet au 5 oct. 1937, il est question de 2000 dossiers issus de la Gestapa (BA, R 58/991).

39. Cf. note 18.

40. Mémoire «Sur le problème juif», probablement rédigé par Eichmann, janv. 1937 ; BA, R 58/956, publié dans M. Wildt, *Die Judenpolitik...* op. cit.

Le nazisme et les savaants
 Michael Wildt
Avant la «solution finale»
La politique juive
du Service de sécurité de la SS,
1935-1938

en revue les pays d'accueil possibles, sa liste se limitait au bout du compte à l'Équateur, la Colombie, le Yémen et la Palestine. Ainsi, avant même que les dirigeants de l'État nazi ne s'accordent à considérer l'expulsion des Juifs comme la «solution de la question juive», Eichmann pensait déjà à l'étape suivante, l'établissement des Juifs dans des contrées inhospitalières. C'est sur de telles réflexions que se basera plus tard le projet de déporter les Juifs vers Madagascar, le *Madagascar-Plan*, qui impliquait déjà l'aspect exterminateur, puisqu'il était évident que l'île ne pouvait offrir aucune chance de survie à plusieurs millions de personnes⁴¹.

41. Sur le «Madagascar-Plan», cf. Christopher R. Browning, *The Final Solution and the German Foreign Office. A Study of Referat D III of Abteilung Deutschland 1940-1943*, New York, 1978, pp. 35-43; Leif Yahil, «Madagascar - Phantom of a Solution for the Jewish Question», in George L. Mosse, Bela Vego, (eds), *Jews and Non-Jews in Eastern Europe 1918-1945*, New York, 1974, pp. 315-334.

42. Ce type d'argumentation était propre aux «conceptualistes» du SD et de la Gestapo (Michael Zimmermann) : on le retrouve aussi dans les années suivantes, orientées vers la «solution finale», ainsi que vient de le montrer Götz Aly au sujet de la politique d'expulsion des Juifs et des Polonais dans la région de la Warthe en 1939-1940 : «Entlösung», *Volkenverschöpfung und der Mord an den europäischen Juden*, Frankfurt/Main, 1995, passim.

43. Rapport de Wisliceny sur la «question juive», 7 avr. 1937 ; BA R 58/991, publié dans M. Wildt, *Die Judenpolitik... op. cit.*
 44. Cf. note 19.

La proposition d'Eichmann indique bien la structure de l'argumentation du SD : d'abord montrer les grandes difficultés d'une «solution du problème juif» et détenir ensuite une «solution» encore plus radicale⁴². La rationalité et le pragmatisme auxquels prétendait le SD ne lui rendaient pas la tâche facile : en effet, le postulat fondamental de la biologie raciale selon lequel les Juifs portaient tort au «corps du peuple» allemand et devaient par conséquent être «éloignés», ne pouvait manquer de susciter dans une société industrielle complexe des résistances que les acteurs n'étaient pas en mesure d'apprécier de façon pragmatique. L'objectif de «déjudéisation de l'Allemagne» devait être atteint coûte que coûte. Ce n'est pas l'enchevêtrement des différents domaines de compétence des institutions concernées qui conduisit à la solution la plus radicale comme le plus petit dénominateur commun. Ce furent les intentions et les pratiques des acteurs de la politique juive qui les amenèrent à se fourvoyer et à redoubler de radicalité pour sortir de l'impasse. Ainsi, les «experts en questions juives» du SD ne furent pas contrains de radicaliser leur position pour des raisons institutionnelles : ils furent eux-mêmes responsables de cette radicalisation.

Selon Wisliceny, en avril 1937, l'«unique solution possible de la question juive» était de parvenir, «par tous les moyens, à une émigration des Juifs d'Allemagne»⁴³. De même Wisliceny et Hagen affirmèrent dans leurs «Lignes directrices et principes généraux» de la fin avril que «la question juive ne sera résolue que lorsque tous les Juifs auront quitté l'Allemagne»⁴⁴. Or, seule l'émigration sioniste aurait permis «d'éloigner tous les Juifs d'Allemagne». C'est pourquoi la question palestinienne requerrait toute l'attention du SD : «C'est d'elle que

dépend, en dernier ressort, la résolution de la question juive en Allemagne». Wisliceny en personne se rendit en juillet 1937 au XX^e Congrès mondial sioniste à Zurich afin d'obtenir des informations de première main, en particulier au sujet de la position des sionistes à l'égard du plan de partage britannique⁴⁵.

La Palestine était la seule région au monde où, selon la Déclaration Balfour de 1917, devait être créé «un foyer national pour le peuple juif». Tandis que les Juifs désireux d'émigrer dans d'autres pays européens et aux États-Unis rencontraient de grandes difficultés, l'émigration en Palestine dépendait seulement de l'octroi d'un certificat du gouvernement mandataire britannique. De fait, la Palestine accueillit entre 1933 et 1936 plus d'émigrés juifs allemands que tout autre pays au monde⁴⁶. En réservant un sort différencié aux organisations juives et en favorisant les sionistes, la Gestapo et le SD ne voulaient pas seulement monter les organisations juives les unes contre les autres, mais avant tout se rapprocher de leur objectif principal, l'expulsion des Juifs d'Allemagne⁴⁷.

Très sérieusement, le SD poursuivait le projet apparemment paradoxal d'encourager lui-même l'émigration sioniste. Par l'intermédiaire du directeur de l'Agence de Presse allemande de Jérusalem, Franz Reichert, qui était un indicateur du SD, le Bureau des affaires juives entra en contact avec un certain Feivel Polkes, membre de l'organisation militaire sioniste *Haganah* («défense» en hébreu). Ce dernier donna à Reichert des informations sur les activités juives et arabes⁴⁸. Avec l'aide de Reichert, le SD organisa un séjour de Polkes à Berlin du 26 février au 2 mars 1937, alors que celui-ci se trouvait en mission officielle en Europe. Le SD prit en charge les frais de voyage et de séjour à Berlin⁴⁹. A plusieurs reprises Polkes rencontra Eichmann au cours de ces quatre journées. Même si l'appartenance d'Eichmann au SD devait rester secrète, son interlocuteur savait parfaitement qu'il avait en face de lui un nazi exerçant une fonction officielle. Polkes expliqua la position des sionistes de Palestine et offrit de donner plus d'informations au cas où les nazis auraient été prêts, en contrepartie, à faciliter l'émigration juive. Il affirma en particulier être en mesure d'éclairer les dessous de l'attentat contre le chef des nazis suisses, Wilhelm Gustloff. Le 2 mars, Polkes quitta Berlin, non sans inviter Eichmann à venir poursuivre leurs entretiens en Palestine. Le rapport

45. Rapport d'activité cité à la note 38.
 46. Cf. Herbert A. Strauss,

«Jewish Emigration from Germany. Nazi Policies and Jewish Responses», *Yearbook of the Leo Baeck Institute*, vol. 25, 1980, pp. 313-361 ; et n° 26, 1981, pp. 343-409 ; cf. aussi Juliane Weizel, «Auswanderung aus Deutschland», in Wolfgang Benz (ed.), *Die Juden in Deutschland 1933-1945. Leben unter nationalsozialistischer Herrschaft*, Munich, 1988, pp. 446-453.

47. Sur les rapports complexes entre nazisme et sionisme, cf. Francis R. Nicosia, «The End of Emancipation and the Illusion of Preferential Treatment», *German Sionism 1933-1938», Yearbook of the Leo Baeck Institute*, vol. 36, 1991, pp. 243-265 ; Idem, «Ein nützlicher Feind. Zionismus im nationalsozialistischen Deutschland 1933-1939», *Verteilungshilfe für Zeitgeschichte*, vol. 37, 1989, pp. 367-400 ; cf. aussi Yehuda Bauer, *Jews for Sale? Nazi-Jewish Negotiations, 1933-1945*, New-Haven/Londres, 1994.

48. Polkes, né en Pologne en 1900, avait émigré en Palestine en 1920. Il faisait certes partie de la Haganah, mais on ne sait pas quel rôle il y jouait véritablement ni quel crédit la Haganah accordait à ces pourparlers ; cf. F. R. Nicosia, «The End of Emancipation...» *op. cit.*, p. 388.
 49. Rapport de Hagen, 17 juin 1937 ; BA, R 58/954.

convaincant cette visite de Polkes fut présenté à Heydrich en personne et ce dernier décida alors qu'Eichmann devait accepter l'invitation et se rendre avec Hagen au Proche-Orient. Cependant, Heydrich déclara explicitement qu'il se dégageait de toute responsabilité et que seuls Schellenberg, chargé du contre-espionnage, et Six, chef du département central, devaient assumer le risque politique du voyage.⁵⁰

Le 26 septembre 1937, Hagen et Eichmann se mirent en route. Après avoir traversé la Pologne et la Roumanie, ils prirent le bateau pour Istamboul et le Pirée, et le 2 octobre ils arrivèrent à Haïfa. Mais ils ne purent entrer en contact avec Polkes, et leur bateau poursuivit sa route le lendemain vers Alexandrie ; le 7 octobre, les deux «experts en questions juives» débarquèrent au Caire. Polkes leur rendit alors visite pendant deux jours, sans pouvoir être en mesure de leur fournir des informations importantes. Comme Hagen et Eichmann n'obtinrent pas de second visa pour retourner en Palestine, ils durent quitter l'Égypte le 19 octobre sans avoir accompli leur mission. Malgré un volumineux rapport de plus de cinquante pages⁵¹, présenté le 4 novembre 1937, l'échec du voyage était manifeste. Les initiatives du SD n'avaient aucunement répondu aux attentes de la direction. Hagen et Eichmann n'étaient parvenus ni à conclure des accords concrets avec les sionistes de Palestine ni à élucider les circonstances de l'assassinat de Gustloff.

La leçon que tira le SD de cet échec était sans ambiguïté – et Eichmann s'en souviendra toujours par la suite, lorsqu'il sera chef de département au *Reichssicherheitshauptamt* (Office principal de Sécurité du Reich) : le SD ne pouvait résoudre le problème de l'émigration en pratiquant sa propre «politique extrême», mais seulement en coordonnant son action avec celle de la bureaucratie ministérielle et de la police. Aussi, l'attachement indéfectible du SD à l'option palestinienne fut momentanément remis en cause. Mais dès 1938, Hitler confirma sa décision de 1937 de poursuivre la politique d'émigration, quelle que fût la destination des émigrants : l'émigration des Juifs d'Allemagne devait donc être encouragée par tous les moyens et être principalement orientée vers la Palestine⁵². Malgré l'échec du voyage d'Eichmann et de Hagen au Proche-Orient, le SD avait manifesté suffisamment d'autonomie pour proposer la solution de l'émigration en Palestine et tenter de la mettre en œuvre, indépendam-

ment des autres instances du Reich. Sa prétention à participer dorénavant aux conseils ministériels concernant la politique juive fut d'ailleurs prise en compte. Lorsqu'en octobre 1937, le ministère de l'Intérieur réunit une nouvelle conférence sur le problème de la Palestine, le SD fut invité aux côtés du ministère des Affaires étrangères, du ministère de l'Économie et de la Chancellerie du Parti⁵³.

Le modèle autrichien

Début novembre 1937, Hitler confia au cercle restreint des plus hauts chefs militaires qu'il était décidé à faire la guerre, le premier objectif étant l'annexion «éclair» de l'Autriche et de la Tchécoslovaquie. Le 12 mars 1938, les troupes allemandes entraient en Autriche. La nuit précédente, à Vienne et ailleurs, les Autrichiens avaient déjà laissé libre cours à leur ressentiments antisémites. Des magasins juifs avaient été pillés, des Juifs emprisonnés sans motif, chassés de leur domicile et maltraités. L'enrôlement personnel était à l'ordre du jour⁵⁴. La situation se dégrada à tel point que dans une lettre du 17 mars à Josef Bürckel, le «chargé de mission spécial du NSDAP en Autriche», Heydrich menaça de faire appel à la Gestapo pour poursuivre les nazis qui «s'étaient permis, ces derniers jours, quantité de débordements dans un respect total de la discipline»⁵⁵.

Pour faire face à ces violences antisémites spontanées, aggravées par les hésitations des dirigeants à intervenir, Eichmann mit tout en œuvre pour centraliser la politique juive dans son service. Juste après l'entrée des troupes en Autriche, un commando spécial du département II/112 avait pris en main les questions juives à Vienne. Herbert Hagen était en Autriche depuis le 12 mars, Eichmann vint le rejoindre le 16⁵⁶. Ce commando spécial avait pour mission d'incarner tous les fonctionnaires juifs recensés sur des listes préparées d'avance et de saisir les documents et les dossiers d'organisations juives ou de certaines personnes⁵⁷. A la mi-avril – Hagen, entre temps, était retourné à Berlin – Eichmann établit une liste des organisations juives qui devaient être autorisées à se reconstituer afin de servir les intérêts de l'émigration forcée. Il soumit même plusieurs centaines de milliers de marks à la communauté israélienne autrichienne, dominant ainsi la preuve qu'à la différence d'une bureaucratie ministérielle enlisée dans d'intermi-

50. Note de Six, 4 sept. 1937 : BA, R. 58/623.

51. «Bericht über die Palästina-Ägyptenreise von SS-Hauptscharführer Eichmann und SS-Oberscharführer Hagen», 4 nov. 1937 : BA, R. 58/954.

52. F. R. Nicotia, «Nützlicher Feind», *op. cit.*, pp. 392-393.

53. *Ibid.*, p. 392.

54. Cf. Hans Saffran, Hans Wriek, *Und keiner war dabei. Dokumente des allgäuglichen Antisemitismus in Wien 1938*, Vienne, 1988.

55. Cité d'après H. Saffran, *Eichmann-Männer*, *op. cit.*, p. 31.

56. Rapport d'activité du département II/112 pour la période du 1^{er} janvier au 30 juin 1938 : BA, R. 58/991.

57. En mai 1938, l'Office central du SD créa un commando spécial pour analyser l'expérience autrichienne ; celui-ci fut ensuite chargé de dépouiller les caisses de documents transférées à Berlin (BA, R. 59/991).

nables débats sur l'économie des devises, le SD avait assez d'énergie criminelle pour obliger les Juifs à financer leur propre expulsion. Eichmann exigea que «20 000 Juifs sans ressources émigrent entre le 1^{er} mai 1938 et le 1^{er} mai 1939»⁵⁸. Ce chiffre fut largement dépassé. Le 12 novembre, lors de la conférence du ministère de l'Aviation, Heydrich déclara que 50 000 Juifs avaient été chassés d'Autriche avant la fin octobre. Les historiens estiment aujourd'hui qu'en mai 1939, la moitié des quelque 190 000 Juifs autrichiens avaient déjà quitté leur pays⁵⁹.

En août 1938, le service d'Eichmann, qui n'avait été au début que le département II/112 de la division «Autriche» du SD, fut élevé par le représentant du Reich, Bürckel, au statut d'Office central pour l'émigration juive, placé formellement sous la férule de Stahlecker, le chef du SD en Autriche⁶⁰. Ainsi, l'objectif de centraliser la politique juive entre les mains du SD était largement atteint en Autriche. Par conséquent, le département central du SD à Berlin portait un grand intérêt à cette nouvelle institution. Après avoir entrepris fin août un voyage d'inspection à Vienne, Hagen énumérera les qualités de l'Office de Vienne dans un dossier rédigé début novembre 1938 à l'intention de Heydrich : «La fondation de l'Office central a permis d'assurer une distribution accélérée des papiers d'émigration aux Juifs ; ils sont en général délivrés en l'espace de huit jours. En outre, l'Office central a une vue d'ensemble très précise du nombre de Juifs prêts à émigrer, de leur profession, de leur fortune, etc. [...] Il est ainsi en mesure de rassembler les moyens de transport nécessaires, tout en mettant à disposition un nombre suffisant d'autorisations à l'émigration fournies par la communauté israéliite de Vienne [...]». Selon nos chiffres, l'Office central a obtenu le départ d'environ 25 000 Juifs ; le nombre total des Juifs émigrés d'Autriche s'élève donc à 50 000. La mise en place de l'Office central n'a pas occasionné de frais supplémentaires pour la division «Danube» du SD, puisque son personnel est rémunéré grâce à une contribution qui doit verser chaque émigrant juif. Eu égard aux beaux succès de l'Office central dans l'organisation de l'émigration juive, et de notre dossier du 13 janvier 1938, dans lequel nous proposons de mettre sur pied un office d'immigration, nous invitons à considérer la possibilité de réaliser une telle mesure sur [tout] l'ancien territoire du Reich⁶¹».

Ce rapport parvint sur le bureau de Heydrich à un moment critique. Le 10 novembre, au lendemain de la «nuit de cristal» et deux jours avant la conférence du ministère de l'Aviation, Heydrich y ajouta à la main la remarque que le SD et le Gestapa devraient présenter un projet similaire pour «l'ancien Reich» et le pays des Sudètes. Ainsi l'Office central de l'émigration juive d'Eichmann à Vienne devint un modèle pour Berlin et Prague.

Le pogrom de novembre, tournant de la politique juive

Bien que le bilan des nazis après cinq années de pouvoir leur parût tout à fait positif, leur politique antisémite s'était engagée dans une impasse. Certes, la bureaucratie ministérielle avait poursuivi avec succès son objectif d'exclure les Juifs de la vie publique ; la juridiction spéciale applicable aux Juifs avait connu des développements toujours plus subtils. Dans la sphère des professions libérales, l'objectif d'exclure les Juifs de la vie économique était également atteint dans une large mesure ; l'«aryanisation» des entreprises juives était bien avancée. Les décrets économiques promulgués à partir d'avril 1938 privaient de ressources des milliers de petits commerçants et artisans juifs. Mais tous ces Juifs paupérisés n'étaient plus guère en mesure de quitter le pays par leurs propres moyens, car ils ne disposaient plus du capital exigé par les pays d'immigration potentiels. Seuls les jeunes gens et les Juifs aisés pouvaient donc encore nourrir l'espoir de refaire leur vie ailleurs.

En outre, l'annexion de l'Autriche avait encore aggravé la «question juive», le Reich grand-allemand comprenant à présent cent mille Juifs de plus. Début septembre 1938, le SD dut admettre que «les possibilités d'immigration [avaient connu] une telle diminution du fait des mesures internationales, qu'on ne peut pratiquement plus parler d'immigration en bonne et due forme – hormis dans la Marche orientale [l'Autriche]. Même si les organisations juives étrangères fournissaient les fonds nécessaires et si le Reich débloquent des devises, la résolution du problème n'ira pas de soi à l'avenir. En effet, les seuls pays susceptibles d'accueillir un grand nombre de Juifs sont la Palestine et les États-Unis l'année prochaine⁶²».

58. Lettre de Eichmann à Hagen, 8 mai 1938 ; BA, R 58/982.

59. Jonny Moser, «Österreich», in Wolfgang Benz (ed.), *Dimension des Volkernords. Die Zahl der jüdischen Opfer des Nationalsozialismus*, Munich, 1991, p. 68. Il ne faut pas non plus oublier les milliers de Juifs évacués illégalement et brutalement par SA et SS, notamment vers la Suisse. Cf. Jacob Touy, «Ein Aufrakt zur "Endlösung"», *Judenausstellungen über nichtslawische Reichsgrenzen 1933-1939*, in Ursula Büttner (ed.), *Das Unrechtsregime. Internationale Forschung über den Nationalsozialismus*, Hambourg, 1986, t. 2, pp. 164-196.

60. Sur l'Office central de Vienne, cf. Jonny Moser, «Die Zentralstelle für jüdische Auswanderung» in Kurt Schmid, Robert Striebel (eds.), *Der Pogrom 1938*, Vienne, 1990 ; et aussi H. Satrian, *Eichmann-Männer*, op. cit., pp. 36-46.

61. «Bericht über die Zentralstelle für jüdische Auswanderung in Wien», rédigé par Hagen en nov. 1938 ; ASM, 500/1/625, publié dans M. Wildt, *Die Judenpolitik...*, op. cit.

62. «Monatslagebericht II/112», août 1938 ; ASM, 500/3/316.

Dans ce contexte, le pogrom de 9 novembre 1938 représenta à la fois un point culminant et un tournant⁶³. Ni le SD ni la Gestapo n'en furent les instigateurs, mais il permit à l'un comme à l'autre d'accroître considérablement leur pouvoir. Goebbels, qui incita au pogrom, avait agi, avec les autres extrémistes antisémites du Parti, dans l'espoir de pouvoir reprendre la haute main sur la politique juive. Himmler et Heydrich qui ne furent avertis du projet que tard dans la soirée, tentèrent immédiatement d'exploiter ces déchaînements de violence : ils ordonnèrent ainsi l'arrestation de 20 000 Juifs – si possible fortunés – par la Police et leur transfert en camp de concentration afin de leur extorquer des fonds et de les contraindre à émigrer. Le pogrom amena les Juifs allemands à prendre brutalement conscience du degré de violence antisémite déjà atteint, et à constater que des meurtres pouvaient être commis en pleine rue sans susciter de véritable résistance de la part de la population.

Pour les extrémistes antisémites, le pogrom se solda par un désastre politique : des dommages économiques se chiffraient en millions, de vives réactions à l'étranger et un faible soutien de la population en faveur de ces excès de violence⁶⁴. A l'instar de Himmler et Heydrich, Göring était opposé au pogrom : début décembre, il déclara devant les chefs du Parti : « Toute cette histoire m'a plongé dans une colère noire parce qu'elle causait toutes sortes de dommages à l'économie⁶⁵ ». De l'avis de Göring, le seul intérêt du pogrom avait été de manifester clairement aux yeux du monde et des Juifs allemands qu'il n'y avait plus de place pour eux en Allemagne.

Le pogrom de novembre 1938 marqua donc un tournant dans la politique antisémite du gouvernement nazi ; le SD voulait mettre à profit son expérience pratique et théorique pour sortir de l'impasse dans laquelle il s'était lui-même fourvoyé. Le temps pressait. Le SD voyait dans son projet d'émigration forcée la « solution de la question juive ». On comprend alors qu'avant de se rendre à la conférence du ministère de l'Aviation du 12 novembre, Heydrich ait convoqué Eichmann à Vienne pour qu'il lui fournisse des informations de première main⁶⁶. Lors de la conférence, Heydrich présenta l'Office central de Vienne comme un bureau modèle, qui était parvenu à expulser 50 000 Juifs depuis l'*Anschluss*, alors que dans la même période, seuls 19 000 Juifs avaient été expulsés de « l'ancien Reich⁶⁷ ». Göring

formula quelques objections sur le rapport entre expulsion et émigration, ainsi que sur la question des devises, mais Heydrich lui expliqua que les Juifs eux-mêmes pouvaient subvenir aux frais de voyage des moins fortunés d'entre eux. Göring donna alors son accord et ordonna quelques semaines plus tard la mise en place d'un office central de l'émigration juive conçu sur le modèle viennois et en confia la direction à Heydrich lui-même⁶⁸.

Le projet d'expulsion reçut la caution expresse d'Hitler. Début décembre, Göring informa tous les *Gauleiter*, *Oberpräsidenten* et *Reichsstatthalter* du Reich, c'est-à-dire toutes les instances dirigeantes de l'appareil d'État, que, sur l'ordre du Führer, ils devaient dorénavant se conformer au principe suivant : « Toutes nos réflexions et nos mesures ont pour fin d'expulser les Juifs vers l'étranger de la manière la plus rapide et la plus efficace, de mettre en place la politique d'émigration forcée la plus vigoureuse et d'écartier tous les obstacles qui pourraient s'opposer à l'émigration⁶⁹ ». Même si Göring revendiquait encore un droit de regard sur la « question juive », l'initiative était à présent entièrement dans le camp de la police et du SD.

Épilogue

Les assassinats et les déchaînements de violence des 9 et 10 novembre 1938 contraignirent des milliers de Juifs allemands à prendre la fuite. De 126 000 à 129 000 Juifs avaient déjà quitté l'Allemagne entre 1933 et 1937 ; entre 33 et 40 000 prirent la fuite en 1938 et entre 75 et 80 000 en 1939⁷⁰. Ceux qui restèrent furent dépossédés de leurs biens jusqu'au dernier ; sans travail et sans ressources, ils furent ensuite enrôlés dans les travaux forcés. Comme on le sait, le 30 janvier 1939, Hitler déclara à l'intention des Juifs que la guerre ne saurait se solder par la « bolchévisation du monde entier », mais par l'« extermination de la race juive en Europe⁷¹ ». En mars, l'Allemagne envahit ce qu'il restait de la République tchèque, violant ainsi les accords de Munich ; six mois plus tard, elle envahit la Pologne. Sous le couvert de la guerre, la « résolution de la question juive » prit dorénavant de plus en plus la forme d'une extermination physique⁷².

Les hommes de la section II/112 de l'Office central du SD, qui fut absorbé en septembre 1939 par le *Reichs-*

63. Sur la « nuit de cristal », cf. H. Graml, *Reichskristallnacht...*, op. cit., pp. 9-37 ; Walter H. Pehle (ed.), *Der Judenpogrom 1938*.

Von der *Reichskristallnacht zum Völkermord*, Frankfurt/Main, 1988 ; Dieter Ost, *Reichskristallnacht. Ursachen und Verlauf des antisemitischen Pogroms vom November 1938*, Frankfurt/Main, 1991.

64. D. Obst, *Reichskristallnacht...*, op. cit., pp. 319-348, souligne que la population éprouva spontanément de la compassion pour les Juifs lors du pogrom, mais que celle-ci disparut rapidement, « car elle ne reposait sur aucun sentiment véritable de sympathie à l'égard des concitoyens juifs ».

65. Discours de Göring du 6 déc. 1938 ; cité in Susanne Heim, Götz Aly, « Staatliche Ordnung und "organische Lösung". Die Rede Hermann Görings "Über die Judenfrage" vom 6. Dezember 1938 », *Jahrbuch für Antisemitismusforschung*, n° 2, 1992, p. 395.

66. Télégramme de l'Office central du SD au SD « Danneb », 11 nov. 1938 ; BA, R 58/486. Sur la conférence, cf. R. Adberg, op. cit., t. 1, pp. 48-51 ; U. D. Adam, *Judenpolitik im Dritten Reich*, op. cit., pp. 209-211 ; H. Graml, *Reichskristallnacht...*, op. cit., pp. 177-179 ; cf. aussi les notes (incomplètes) prises en sténographie pendant l'entretien in *Internationaler Militingenieurhof*, op. cit., t. 28, pp. 499-540 (document 1816-PS).

67. *Ibid.*, t. 28, pp. 532-533.

68. Lettre de Göring au ministre de l'Intérieur, 24 janv. 1939 ; BA, R 58/276. Sur la *Zentralstelle* de Berlin, cf. G. Anderl, « Die "Zentralstellen für jüdische Auswanderung"... », op. cit., pp. 275-288.

69. Discours de Göring cité à la note 65. Sur les ordres donnés par Hitler au lendemain du pogrom de 1938, cf. U. D. Adam, *Judenpolitik im Dritten Reich*, op. cit., pp. 216-219.

70. Ivo Arndt, Heinz Bobetrach, « Deutsches Reich », in W. Benz (ed.), *Dimensionen*, op. cit., Munich, 1991, p. 34 ; cf. aussi « Jüdische Bevölkerungsgeschichte », in W. Benz (ed.), *Die Juden*, op. cit., p. 738.

71. Cette menace est rapportée notamment par Philippe Barrin, *Hitler et les juifs. Genèse d'un génocide*, Paris, Seuil (Points), 1989, p. 63.

72. Sur l'élaboration de la « solution finale » dans les années 1939 à 1941, et sur les liens entre « question juive », déportation de masse et extermination systématique, cf. surtout G. Aly, « Endlösung », op. cit.

DOCUMENT
Michael Witt
Aussi la question juive
du Service de sécurité de la SA
1943-1948

Reichsheinauptamt (Office central de la Sécurité et du Reich), prit directement part à la préparation et à l'organisation de la Shoah. Ils prônèrent une «solution de la question juive» toujours plus radicale, jusqu'à la «solution finale», lorsqu'il n'y eut plus de territoire en vue où expulser les Juifs. En tant qu'«experts en questions juives», ils menèrent leurs activités dans toute l'Europe et organisèrent la déportation des Juifs européens dans les camps de concentration de l'Est. Entre 1940 et 1943, Dieter Wisliceny exerça les fonctions de «conseiller aux questions juives» auprès du gouvernement slovaque ; en 1943 et 1944, il prit part aux déportations de Juifs de Salonique et de Hongrie. Fait prisonnier par les Américains en 1945, il fut livré à la Tchécoslovaquie, condamné à mort en 1948 et exécuté. Theodor Danneker occupa entre 1940 et 1942 le poste de «conseiller aux questions juives» auprès du commandant de la police et du SD dans la France occupée où il fut responsable des premières déportations vers Auschwitz. En 1942 en Italie, en 1943 en Bulgarie, en 1944 en Hongrie puis à nouveau en Italie, il fit partie des «experts en questions juives» du *Reichssicherheitshauptamt* dispersés dans toute l'Europe. Fait prisonnier par les Américains en 1945, il se suicida. Herbert Hagen séjourna également en France à partir de 1940, dirigea le service de la police de sécurité à Bordeaux, devint le rapporteur personnel du Chef supérieur de la SS et de la Police et joua un rôle important dans la déportation des Juifs français. Il fut emprisonné par les Anglais en 1945 puis libéré en 1948. En 1955, un tribunal militaire français le condamna par contumace aux travaux forcés à vie ; en 1980, le tribunal de grande instance de Cologne le condamna à douze ans de réclusion pour complicité d'assassinat. Alfred Franz Six prit la tête en 1941, durant de la guerre d'extermination en Union Soviétique, d'un «commando spécial» ; à partir de 1943, il dirigea la section de politique culturelle du ministère des Affaires étrangères. En 1948, il fut condamné à vingt ans de prison pour sa participation aux crimes perpétrés en Union Soviétique ; il fut libéré en 1952 et devint plus tard chef de publicité de la société Porsche. Il mourut en 1975. En décembre 1939, Adolf Eichmann fut nommé par Heydrich rapporteur spécial chargé de l'«évacuation des provinces de l'Est» au sein du département IV du *Reichssicherheitshauptamt*, qui devint ensuite le département IV/B 4 (Affaires juives, évacuations), responsable

des déportations en masse vers les camps d'extermination. Fait prisonnier par les Américains, Eichmann réussit à s'enfuir avant qu'on ait pu l'identifier. Il se cacha ensuite pendant quelque temps en Autriche ; en 1950, il put gagner l'Amérique du Sud via l'Italie grâce à l'aide de prêtres catholiques et de papiers fournis par la Croix Rouge. Enlevé par les services secrets israéliens en 1960, il comparut devant un tribunal de Jérusalem pour crimes contre le peuple juif et contre l'humanité. Il fut condamné à mort et exécuté le 1^{er} juin 1962.

Parmi les nombreuses instances du régime nazi qui avaient ébauché des programmes de «résolution de la question juive», seul le SD parvint à mettre ses projets en pratique. A partir de 1934, il s'était appliqué à aborder la question juive d'un point de vue pragmatique et rationnel, en s'appuyant sur des statistiques et en s'inspirant de la biologie raciale ; par là-même il prenait ses distances avec les extrémistes antisémites (*Radau-Antisemitien*), tout en usant de méthodes aussi radicales. Sur le plan institutionnel, le SD avait l'avantage d'entretenir des liens étroits avec la Police politique, à un moment où cet instrument de domination était en pleine expansion et exerçait un nombre croissant de fonctions exécutives. Il eut ainsi accès à des informations et à des sphères de compétence qui n'étaient pas à la disposition des institutions du Parti. Si la section II/112 de l'Office central du SD occupait, en apparence, une position marginale au sein du système de pouvoir nazi, il n'en était rien en réalité.

Cependant, la division du travail avec la Gestapo à partir de 1935 n'explique pas à elle seule les succès du SD en matière de politique juive. Ceux-ci étaient principalement dus à la ténacité avec laquelle le SD développa et défendit l'option de l'émigration forcée : elle semblait offrir une «solution de la question juive» dans un contexte historique où tous les autres projets s'étaient heurtés à des obstacles. Par ailleurs, la politique du SD était toujours en accord, sur le fond, avec les choix d'Hitler qui considérait l'«éloignement des Juifs» comme la pierre angulaire de sa politique, sans préjudice des considérations tactiques.

Pour le SD, le traitement des «grandes questions idéologiques» ne fut jamais une tâche purement théorique ou un simple travail de «renseignement». Tout en développant une activité «scientifique», tout en rassemblant consciencieusement des renseignements sur les Juifs qui

devenant être expulsés, le Bureau des affaires juives du SD prétendit toujours, entre 1935 et 1938, exercer des responsabilités politiques. Seul ce lien entre idéologie et pouvoir, vision du monde et pratique réelle permet de saisir la singularité du SD. Celui-ci n'était donc pas régi par un «catalogue de valeurs formelles et creuses» (Hans Mommsen), ni simplement par un «esprit d'efficacité» (Hans Buchheim). Même une observatrice aussi perspicace que Hannah Arendt faisait erreur en qualifiant ces hommes de «terribles et [de] terriblement normaux»⁷³.

Le SD ne voulait pas être un organisation technocratique obéissant au principe de la division du travail et assumant certaines fonctions au sein d'un appareil plus important. Il se considérait plutôt comme une élite qui livrait non seulement les meilleures analyses, mais aussi les projets politiques les plus fructueux. L'idéologie n'avait pas de valeur si elle n'était pas mise en pratique. Le pragmatisme et la rationalité du SD étaient mis au service d'objectifs extrêmes. Ces criminels n'étaient pas les faibles rouages d'une machinerie d'extermination ; ils avaient eux-mêmes construit les appareils qui permirent l'assassinat de millions de personnes.

Traduction : Florence Baillet

73. Hannah Arendt, *Eichmann in Jerusalem. Ein Bericht von der Banalität des Bösen*, Munich, 1964, p. 326.

LES SOCIOLOGUES

NAZIS

ET MAX WEBER

1933-1945

Carsten Klingemann

La sociologie après 1933 :
 une «sociologie anti-weberienne» ?

La sociologie de Max Weber telle que nous la connaissons aujourd'hui semble à première vue incompatible avec l'idéologie nazie. On a d'ailleurs longtemps affirmé que Max Weber – et la sociologie en général – n'avaient plus joué aucun rôle après 1933. On voit souvent dans le régime national-socialiste lui-même une mise en scène du seul irrational ; de la même façon, on soutient qu'un coup d'arrêt brutal et définitif fut porté, en 1933, à la sociologie proprement dite, que l'on identifie à sa fonction prétendument émancipatrice¹. A quelques détails près, Rainer Lepsius reprend à son compte cette conception, et affirme qu'après l'exil forcé des sociologues juifs et de tous les savants suspectés sur le plan politique, ceux qui restèrent en Allemagne pratiquèrent tout au plus une «anti-sociologie» placée sous le signe du racisme et de l'idéologie *völkisch*. Ainsi, selon lui, ce sont les émigrés qui gèrentent «l'héritage des grands projets de Max Weber», et le «dernier travail important» consacré à ce dernier «paraît en Allemagne en 1934»².

Des historiens de la nouvelle génération ont radicalisé ce point de vue, évoquant un «rejet de Max Weber» par l'État nazi et identifiant l'anti-sociologie dont ils postulaient l'existence avec une sociologie anti-weberienne ou anti-Max Weber. «Après 1933, la sociologie allemande se présente comme une anti-sociologie, si l'on entend par là l'anti-capitalisme, l'hostilité à la démocratie et à la société de masse, mais justement aussi une sociologie anti-positiviste, une sociologie de l'anti-Max Weber»³. Si

1. René König a récemment réaffirmé dans son livre *Soziologie in Deutschland*, Munich, Hanser, 1987, la légitimité de cette thèse qu'il défend depuis les années cinquante.

2. M. Rainer Lepsius, «Die sozialwissenschaftliche Emigration und ihre Folgen», in *Id.* (éd.), *Soziologie in Deutschland und Österreich 1918-1945*, Opladen, Westdeutscher Verlag, 1981, p. 468.

3. Ursula Henke, «Die "Überwindung" von Max Webers Wissenschaftskonzept in der Zwischenkriegszeit», *Annali di Sociologia/Soziologisches Jahrbuch*, vol. 2, n° 5, 1989, pp. 257-273.

Comité de rédaction

Alban Bensa, Alain Desrosières, Yvon Lamy, Antoine Lyon-Caen, Susanna Magri, Gérard Noiriel, Jean-Clement Martin, Bertrand Müller, Michel Offerlé, François Pouillon, Robert Salais, Peter Schöttler, Françoise Souhbiran-Paillet, Christian Topalov, Florence Weber

Comité international

José Murilo de Carvalho, *Casa de Rui Barbosa, Rio de Janeiro*
Victoria DeGrazia, *Columbia University, New York*
Ute Frevert, *Universität Konstanz*
Jane Jenson, *Université de Montréal*
Aft Lidtke, *Max Planck Institut für Geschichte, Göttingen*
Luigi Mataroci, *Università di Bologna*
Robert Miles, *University of Glasgow*
Michael Piore, *Massachusetts Institute of Technology, Cambridge, Mass.*
Paul Rabinow, *University of California, Berkeley*
Donald Reid, *University of North Carolina, Chapel Hill*
Mariuccia Salvati, *Università di Bologna*
Gareth Steedman Jones, *King's College, Cambridge*
Pat Thane, *University of London*

Coordinateur de ce numéro

Susanna Magri

Rédaction

GENÈSES, 16, villa Saint-Jacques, 75014 Paris.

Correspondance

Toute correspondance – manuscrits, livres et revues notamment – est à adresser à la rédaction.

Vente au numéro

GENÈSES est en vente dans les grandes librairies des villes universitaires. Le numéro : 90 F.

Remerciements...

au Centre National du Livre.
Revue publiée avec le concours du Centre National de la Recherche Scientifique.

Note aux auteurs et bulletin d'abonnement en dernières pages du numéro

INTRODUCTION

2

DOSSIER : Le nazisme et les savants

Qui sera «juif» ? La classification «raciale» nazie, des «lois de Nuremberg» à la «conférence de Wannsee»

Cornelia Essner

4

Avant la «Solution finale».

La politique juive du Service de sécurité de la SS, 1935-1938

Michael Wildt

29

Les sociologues nazis et Max Weber, 1933-1945

Carsten Klingemann

53

Marc Bloch et Lucien Febvre face à l'Allemagne nazie

Peter Schöttler

75

Questions à l'histoire culturelle des femmes.

Les manuels épistolaires au XIX^e siècle

Cécile Dauphin

96

FENÊTRE

La tribu des médiévistes

Olivier Dumoulin

120

DOCUMENTS

Le poids des mots, la routine des photos

Photographies de femmes martiniquaises, 1880-1930

Emmanuelle Saada

134

POINT CRITIQUE

Le rite sans ses mythes : forme rituelle, temps et histoire

Nicolas Mariot

148

BIBLIOTHÈQUE

163

RÉSUMÉS / SUMMARIES

172